

Mise à jour économique et financière : l'action en changements climatiques à l'avant-plan

Montréal, le 2 décembre 2014 – Équiterre, la Fondation David Suzuki et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) réagissent positivement aux dispositions concernant la lutte contre les changements climatiques dans la mise à jour économique et financière du ministre des Finances, Carlos Leitao. Plus précisément, ils sont satisfaits de voir que le gouvernement engage les sommes dédiées à la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques (PACC).

Au moment où la communauté internationale se réunit à Lima au Pérou pour préparer la conférence du climat de Paris en 2015, le gouvernement du Québec démontre que la lutte aux changements climatiques n'est pas seulement une préoccupation pour lui mais un engagement accompagné d'actions concrètes.

Les organisations sont particulièrement satisfaites de voir que le gouvernement reconnaît que les efforts pour limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES), pour réduire la consommation de pétrole et pour soutenir l'économie verte sont sans nul doute bons pour l'économie québécoise.

Les revenus du SPEDE : un investissement, pas une taxe

À moins d'un mois de l'entrée en vigueur de la deuxième période de conformité du Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES du Québec (SPEDE), Cette annonce du gouvernement est essentielle pour clarifier le fait que les sommes récoltées par le SPEDE soient entièrement réinvesties dans des programmes visant la réduction des émissions de GES. Pour les trois organisations, la hausse prévisible du prix des carburants à compter du 1^{er} janvier, évaluée à 2¢/litre, ne doit donc pas être assimilée à une taxe. Il s'agit d'une mesure incitative visant à stimuler l'action en faveur de la lutte contre les changements climatiques.

Préserver l'équité et la compétitivité

Équiterre, la Fondation Suzuki et le RNCREQ ont à cœur le succès de la mise en œuvre du PACC et du SPEDE, notamment dans la mesure où l'on cherche à ce que d'autres juridictions se joignent au marché du carbone auquel adhèrent actuellement le Québec et la Californie. En conséquence, ils voient d'un bon œil la réallocation des sommes du PACC dans le soutien à la transition énergétique pour les PME.

Communiquer et sensibiliser

Les trois organismes sont très satisfaits des sommes supplémentaires allouées à la sensibilisation et l'éducation en matière de lutte contre les changements climatiques. Ces activités de communication sont essentielles pour assurer la participation et l'engagement des citoyens et de tous les acteurs de la société à cet important chantier.

L'action contre les GES exige la plus grande cohérence

Au moment de réagir à cette mise à jour économique et financière, les trois groupes se sont toutefois dit déçus et surpris des propos tenus plus tôt aujourd'hui par le premier ministre Philippe Couillard sur le fait que les GES ne seraient pas pris en compte dans le cadre de l'évaluation du projet Énergie Est de TransCanada.

Les trois organismes réagiront sur ce sujet demain afin de convaincre Québec de faire preuve de cohérence en matière de lutte contre les changements climatiques. Selon eux, on ne peut agir au Québec sans se soucier des conséquences des émissions générées ailleurs.

- 30 -

Renseignements :

Anne-Marie Gagnon, responsable des communications
514 651-8236 | 514 861-7022 poste 24
annemarie.gagnon@rncreq.org